



Union Régionale FORCE OUVRIERE
Île-de-France

NOMBREUX POUR LE RETRAIT
NOMBREUX POUR LA GREVE INTERPRO
NOMBREUX POUR BLOQUER.

IL FAUT MAINTENANT RÉPONDRE

C'est incontestable, les manifestations du 23 septembre étaient impressionnantes.

3 millions en France – 300 000 à Paris et 35 000 manifestants dans le cortège FO.

La question que se pose tous les manifestants c'est : "Maintenant, on fait quoi ?"
Avant d'y répondre, faisons le point !

23 mars 2010 : Répondant au gouvernement après le 2^{ème} tour des élections régionales qui indiquait "ON POURSUIT LES REFORMES ", la CGT-FO marquait sa volonté de s'opposer à la contre-réforme des retraites en appelant à manifester en Région Île-de-France. Des revendications claires exprimées :

- Pas d'allongement de la durée de cotisations.
- Maintien du droit de départ à 60 ans.
- Défense du code des pensions et des régimes spéciaux.
- Retraite calculée sur les 6 derniers mois dans le public et retour aux 10 meilleures années dans le privé.

Dirigeants politiques de droite et de gauche affirmaient alors qu'il fallait "une bonne réforme".

La CGT-FO rappelant les mouvements de 2003 précisait que la stratégie des manifestations "saute-moutons" conduisait à l'échec. Elle appelait dans un tract en date du 22 mars à l'unité d'action sur des revendications claires. Elle proposait aux autres organisations d'organiser la grève interprofessionnelle pour bloquer le pays et obtenir le retrait des contre-réformes.

QU'ONT-ILS RÉPONDU À CETTE PROPOSITION ?

1^{er} mai 2010 notre proposition du 23 mars conduisait à ce que les dirigeants des autres centrales proposent une manifestation "unitaire" le 1^{er} mai. Revendications fourre-tout proposées sans que n'apparaisse réellement la revendication essentielle de lutte à mener pour le retrait de la contre-réforme des retraites.

Une nouvelle fois, la CGT-FO en Île-de-France prenait ses responsabilités et décidait, sur ses propres revendications et sur le seul sujet des retraites, d'organiser

sa propre manifestation avec pour thème principal "40 ans, c'est déjà trop". Nous affirmons ce jour-là, une nouvelle fois notre opposition "aux processions sans lendemain" et notre volonté de préparer la grève interprofessionnelle pour gagner. C'est sur les positions du Comité Confédéral National de la CGT-FO, adoptées à l'unanimité, que le Secrétaire Général de la CGT-FO proposait ce jour-là aux autres organisations syndicales d'appeler à la grève interprofessionnelle pour bloquer le pays.

QU'ONT-ELLES RÉPONDU À CETTE PROPOSITION ?

Une autre réforme est possible comme le déclaraient les partis politiques de gauche dans le même temps où les positions de la CGT-FO étaient bien de préciser qu'il n'y a rien à négocier dans une contre-réforme qui a pour but de détruire les régimes de retraites.

Déjà, depuis le 23 mars 2010 nous indiquions clairement que ce n'était ni le temps supplémentaire de négociation, ni des aménagements sur la contre-réforme qui modifieraient notre analyse. Par contre, l'ambiguïté était bien là de la part des partis de gauche sur l'allongement de la durée des cotisations et même sur l'âge de départ en retraite.

Nous marquions déjà très fortement notre différence avec les états-majors des autres organisations qui ne proposaient que "quelques balades" toutes les 3 semaines, appuyées par des déclarations communes démontrant le peu de volonté de s'opposer vraiment.

D'ailleurs, ces déclarations n'étaient déjà pas signées par notre Confédération, pas plus que par notre région FO.

15 Juin 2010 : Face aux tergiversations des états-majors syndicaux et à l'annonce de nouvelles manifestations "saute-moutons", la CGT-FO prenait une nouvelle fois ses responsabilités et appelait à la grève et à une manifestation nationale le 15 juin 2010 à Paris. Dès le 8 juin, Jean-Claude MAILLY déclarait : "face à un projet qui sera destructeur de droits sociaux, injuste socialement et inefficace économiquement, FO appelle les travailleurs à militer dès le 15 juin pour **LE RETRAIT du PLAN GOUVERNEMENTAL**"

C'est d'ailleurs au cours de cette manifestation regroupant près de 80 000 manifestants FO que la revendication :

"NI AMENDABLE, NI NÉGOCIABLE

RETRAIT du PLAN du GOUVERNEMENT"

a largement fait son apparition.

C'est sur ces positions que nous avons annoncé que l'unité d'action restait possible.

QU'ONT-ILS RÉPONDU À CETTE PROPOSITION ?

Une nouvelle action "saute-moutons" au cours de laquelle cependant nous avons pu constater que les syndicats CGT - FSU et Solidaires prenaient le relais assuré de notre revendication du retrait du plan.

LE 13 juillet 2010 nous appelions au rassemblement de toutes les organisations devant le Ministère du Travail, jour de l'examen au Conseil des Ministres du projet de loi.

Le représentant de l'URIF-FO, qui s'exprimait devant l'ensemble des syndicats, leur proposait une nouvelle fois que tous ensemble nous passions à la grève interprofessionnelle en revendiquant le RETRAIT du PLAN.

Les manifestants répondaient par leurs applaudissements à cette proposition, démontrant ainsi la volonté qu'ont les travailleurs de voir ce projet de loi totalement abandonné. Il faut attendre le 7 septembre 2010 pour voir les Confédérations et organisations appeler "à des grèves et manifestations" sans par ailleurs que nous réussissions à nous mettre d'accord sur la proposition de FO pour intégrer dans le texte d'appel le - **retrait du plan du gouvernement** -.

Nous n'avons pas signé l'appel commun, mais nous avons pratiqué l'unité d'action sur nos positions.

Ce sont les syndicats sur le terrain qui nous ont donné raison contre l'avis de leurs états-majors. Puisque banderoles et slogans reprenaient très largement dans les différents cortèges l'obligation du **"RETRAIT"**.

Le 15 juin 2010, aura marqué l'esprit des travailleurs qui nous le voyons aujourd'hui, déclarent qu'il faut "frapper un grand coup" et non plus "se balader" tous les 15 jours.

Ces travailleurs qui disent comme nous qu'il faut "bloquer le pays".

LE 15 SEPTEMBRE 2010 nous avons participé au rassemblement Place de la Concorde – le vote sur le projet de loi avait lieu à l'Assemblée Nationale.

Devant tous les manifestants, militants, salariés, le représentant de l'URIF-FO a de nouveau proposé aux autres organisations syndicales un appel commun à la grève interprofessionnelle, et au retrait du plan du gouvernement. Et particulièrement à ceux comme Solidaires et la FSU qui les font figurer dans de nombreux textes dans le même temps où dès le lendemain ils refusaient de signer un appel commun avec nous.

Veulent-ils préserver l'UNICITÉ syndicale face à l'unité d'action ?

L'unité d'action peut se pratiquer si les revendications sont claires. L'unicité syndicale c'est le magma dans lequel chacun y perd ses revendications, ses positions, ses valeurs. Ce n'est pas ce que nous avons choisi.

LE 20 SEPTEMBRE 2010 nouvelle rencontre entre les Confédérations pour préparer le 23 septembre 2010. Nouvel appel commun n'apportant rien de plus qu'en mars 2010.

Aucune volonté de voir le retrait de cette réforme.

Ce qui entraîne un nouveau refus de la CGT-FO d'entrer dans cette stratégie d'unité syndicale, qui n'intègre pas la prise en compte de ce que scandent de plus en plus de travailleurs dans les manifestations et dans les entreprises : - **Retrait du plan du gouvernement et de plus en plus "grève interprofessionnelle"** - jusqu'à satisfaction.

L'unité d'action est toujours d'actualité pour la CGT-FO et ce sont 35 000 manifestants qui défilent dans le cortège FO sur nos revendications et sur le RETRAIT du plan du gouvernement.

A-t-on tiré les conclusions de cette mobilisation du 23 septembre 2010 ?

La nouvelle réunion entre Confédérations nous conduit à constater que certains veulent organiser une "manifestation citoyenne" un samedi (le 2 octobre 2010), tout en passant le deal d'une nouvelle action de grèves et de manifestations le 12 octobre.

Quelle sera la réponse des salariés à ce qui peut apparaître comme le bis répétita de 2003 ?

Le 2 octobre 2010 doit être obligatoirement syndical ; Il ne peut regrouper ceux qui disent aujourd'hui qu'ils se battront pour la retraite à 60 ans et qui négocient dans le même temps l'allongement de la durée de cotisations.

Pas de fourre-tout dans lequel tout le monde se perd.

Conservons notre indépendance dans ce concert d'amalgames et de contradictions. Ces deux dates doivent préparer, comme nous le souhaitons depuis plusieurs mois, à donner satisfaction à tous les salariés, les retraités, les chômeurs, qui pensent que cela doit préparer à la grève interprofessionnelle jusqu'à satisfaction et obtenir le **RETRAIT du PLAN du GOUVERNEMENT**.

AVEC les travailleurs, la CGT-FO s'engage à taper un grand coup en bloquant le pays, seule façon aujourd'hui de gagner.

C'est ce que nous devons préparer le 2 et le 12 octobre 2010.

C'est la proposition que nous faisons aux autres organisations syndicales, car après le 12 octobre qu'est-ce qu'elles proposeront, peut être comme en 2003, un barbecue sur les Champs Élysées pour enterrer définitivement ce que le gouvernement aura imposé à la classe ouvrière avec l'accord implicite de quelques organisations et de partis politiques.

Paris, le 27 septembre 2010